



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 19 – 28 mai 2021

Sommaire

Fait marquant

- ✦ Le Gouvernement annonce un plan de financement pour une transformation industrielle verte

Climat & énergie

- ✦ Le RU lance des expérimentations visant à soustraire du CO2 de l'atmosphère
- ✦ La production d'électricité de source éolienne atteint de nouveaux records
- ✦ Les énergies renouvelables pourraient dépasser les énergies fossiles en Mer du Nord dès 2030
- ✦ Le Gouvernement doit dévoiler sa stratégie en matière de chauffage et de construction

Environnement

- ✦ La grande distribution britannique annonce chercher des alternatives au soja brésilien
- ✦ Le soutien des banques britanniques aux entreprises pratiquant la déforestation a dépassé 900 M£ en 2020
- ✦ Le Gouvernement risque de n'atteindre sa cible de reforestation 2050 qu'en 2091

Industrie

- ✦ Le Royaume-Uni serait en retard en matière de décarbonation du secteur de l'acier
- ✦ Nissan serait en pourparlers avec le Gouvernement pour construire une *gigafactory* à Sunderland

Transport

- Les Britanniques sont partagés concernant l'achat d'un véhicule électrique
- Ofgem* annonce un financement de 300 M£ pour moderniser le réseau électrique et développer de nouvelles bornes de recharge ultra-rapides
- L'impact sur le climat des projets d'expansion de plusieurs aéroports régionaux aurait été sous-estimé
- Le Gouvernement propose de nouvelles réglementations pour permettre le lancement de satellites et de fusées depuis le sol britannique
- Le Gouvernement prévoit la mise en place d'un système de contrôle aux frontières entièrement numérisé d'ici à la fin 2025

Fait marquant

Le Gouvernement annonce un plan de financement pour une transformation industrielle verte

Le Gouvernement a annoncé le 23 mai un [investissement de 166,5 M£ destiné à accélérer le déploiement des technologies vertes dans les industries](#) à forte consommation d'énergie, et à créer ainsi jusqu'à 60 000 emplois. Le plan est destiné à soutenir un large éventail de projets de recherche, de développement et de déploiement, couvrant des technologies telles que la capture et le stockage de carbone (20 M£), l'élimination des gaz à effet de serre (37,5 M£) et l'hydrogène (60 M£). La secrétaire d'Etat à l'Energie, Anne-Marie Trevelyan, a précisé que ces investissements déclinaient le *10 Point Plan* pour une Révolution Industrielle Verte, annoncé en novembre 2020. Le Gouvernement a également annoncé que le *Net Zero Expert Group* s'était réuni pour la première fois le 26 mai, afin de formuler une série de recommandations politiques avant la COP 26 à Glasgow, en novembre. Cette annonce a été concomitante avec la sortie d'un rapport de l'organisation patronale CBI ([Seize the moment : how can business transform the UK economy ?](#)), qui appelle le Gouvernement à donner la priorité à la décarbonation, à l'innovation et au *levelling up* ("nivellement par le haut").

Chiffre de la semaine

850 M de tonnes de CO2

Selon un [nouveau rapport de Greenpeace et WWF](#), les 25 plus grandes banques et investisseurs britanniques auraient généré en 2019, via leurs financements, près de 805 M de tonnes de CO2. C'est presque deux fois plus que ce que le RU a émis cette même année et correspondrait aux émissions du 9^e pays le plus émetteur.



Climat et Energie


Brève flash : Une [étude publiée sur le site de Renewable UK](#) estime que les régulateurs britanniques de l'énergie mettent en danger d'importants investissements dans les infrastructures vertes en favorisant les importations d'énergie de l'UE au détriment des projets nationaux. Elle relève en effet que les producteurs d'électricité au Royaume-Uni paient des redevances pour la construction et l'entretien du réseau très supérieures à la plupart des pays européens, qui constitue handicap concurrentiel significatif.

Le RU lance des expérimentations visant à retirer du CO2 de l'atmosphère

L'université d'Oxford a obtenu une enveloppe de 30 M£ de *UK Research and Innovation* (organisme parrainé par le ministère de l'Economie et de l'Energie - BEIS) pour un [projet test](#) visant à évaluer comment les écosystèmes britanniques peuvent contribuer à soustraire du CO2 de l'atmosphère. Ces essais s'inscrivent dans le cadre d'un [programme gouvernemental](#) de 110 M£. Les essais concernent l'utilisation de technologies de pointe visant à capter le carbone, le reboisement de certains terrains, la réhumidification et la plantation de tourbières dans les Pennines (montagnes au nord de l'Angleterre) et dans l'ouest du Pays de Galles. Des tests dans des fermes du Devon (sud-ouest de l'Angleterre) et du centre du Pays de Galles porteront également sur l'usage de copeaux de roche capables d'absorber le CO2 en se décomposant dans le sol. Alors que le GIEC a affirmé l'impossibilité de limiter la hausse des températures à 1,5 °C sans à la fois réduire les émissions et éliminer des milliards de tonnes de CO2 par an d'ici 2050, le *Climate Change Committee* estime que le pays devrait contribuer à [éliminer environ 100 MT de CO2 par an](#) afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

La production d'électricité de source éolienne atteint de nouveaux records

Un nouveau record de production d'électricité de source éolienne a été établi, selon le gestionnaire du réseau *National Grid* : les éoliennes terrestres et maritimes auraient fourni près des deux tiers des besoins en électricité du RU, effaçant le précédent record de 59,9 % établi en août 2020, lorsque les tempêtes Ellen et Francis avaient frappé le pays. La quantité d'électricité produite a oscillé vendredi 21 mai autour de 16,3 GW, après avoir atteint un record de 17,6 GW lundi 3 mai. Depuis le début du mois, l'éolien représente 18 % du mix électrique, soit moins que les 20 % enregistrés en mai l'année dernière, mais davantage que les niveaux observés au cours de la même période les années précédentes.



Les énergies renouvelables pourraient dépasser les énergies fossiles en Mer du Nord dès 2030

Selon une [étude](#) réalisée par l'Université Robert Gordon basée à Aberdeen, la part des énergies renouvelables / bas carbone en Mer du Nord devrait passer de 20 % à 65 % dans le mix énergétique d'ici à la fin de la décennie. L'éolien *offshore* pourrait à lui seul représenter jusqu'à 90 000 emplois, soit 45 % de tous les emplois dans le domaine *offshore*. Les filières de l'hydrogène et de la capture et du stockage du carbone pourraient contribuer à la création de 40 000 emplois alors que le nombre d'emplois soutenus par l'industrie pétrolière et gazière devrait tomber à 70 000, ce qui représenterait 35 % de tous les emplois du secteur énergétique *offshore*. Le [rapport](#) souligne également que plus de 90 % de la main-d'œuvre britannique dans le pétrole et le gaz dispose de compétences qui sont transférables, largement ou en partie, dans des activités énergétiques décarbonées.

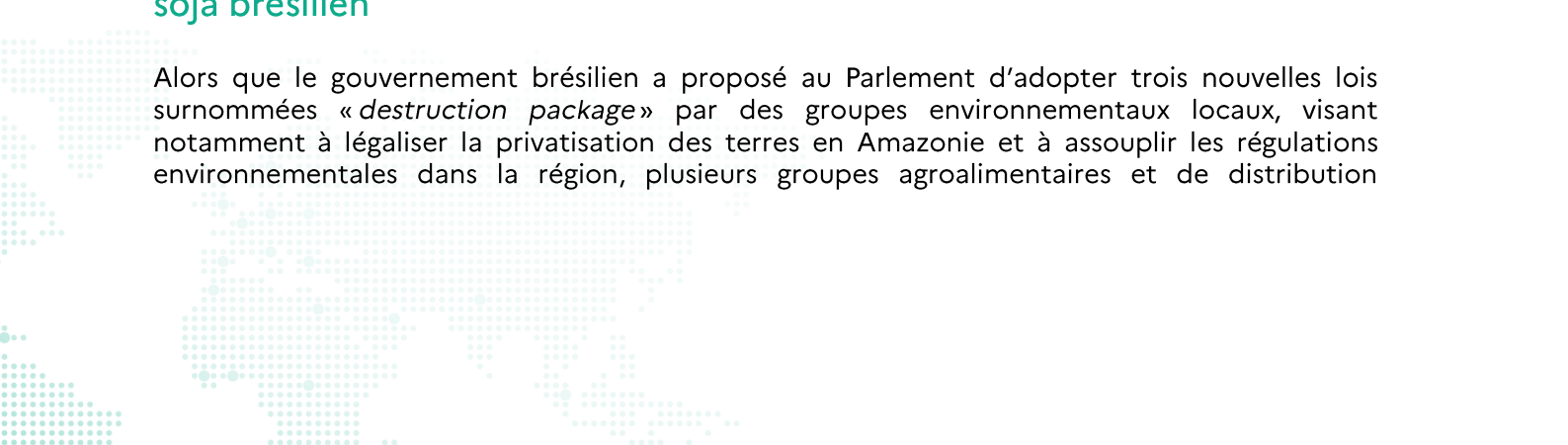
Le Gouvernement doit dévoiler sa stratégie en matière de chauffage et de construction

Dans le cadre de la [stratégie en matière de chauffage et de construction](#) (*Heating and Construction Strategy*) qui devrait être dévoilée prochainement, le Gouvernement envisage d'interdire l'installation de chaudières à gaz en 2035 dans les logements anciens. Le Gouvernement s'est par ailleurs fixé pour objectif d'installer 600 000 pompes à chaleur par an au RU d'ici 2028, ce qui représente une augmentation significative puisque seulement 30 000 pompes à chaleur sont actuellement installées chaque année en moyenne. Le marché peine toutefois à se développer en raison d'un intérêt relativement faible des consommateurs et de coûts d'installation élevés (autour de 10 000 £ par unité). Le RU a également fixé à 2025 la date d'interdiction du chauffage à gaz dans les nouveaux logements, qui pourrait toutefois être avancée à 2023. Le groupe Centrica, qui détient notamment [British Gas, a de son côté demandé la création d'un fonds de 35 M£](#) pour installer des systèmes de chauffage hybrides au gaz et à l'électricité, estimant que cela pourrait permettre la transition de 5 000 foyers d'ici 2024. Plus de huit foyers britanniques sur dix sont chauffés par des chaudières à gaz, qui sont responsables d'environ 14 % des émissions de CO2 au RU. Les systèmes hybrides, combinant des chaudières à gaz de petite capacité avec des pompes à chaleur à air, émettent du carbone mais contribuent à réduire les émissions.

Environnement

La grande distribution britannique annonce chercher des alternatives au soja brésilien

Alors que le gouvernement brésilien a proposé au Parlement d'adopter trois nouvelles lois surnommées « *destruction package* » par des groupes environnementaux locaux, visant notamment à légaliser la privatisation des terres en Amazonie et à assouplir les réglementations environnementales dans la région, plusieurs groupes agroalimentaires et de distribution



britanniques, dont *Waitrose*, *Tesco* ou encore *Sainsbury's*, ont annoncé [chercher des alternatives au soja brésilien](#), une culture qui contribue très largement à la déforestation. Les chaînes de supermarché britanniques ont annoncé qu'en cas d'adoption de ces lois au Brésil, ces dernières pourraient revoir leurs chaînes d'approvisionnement en arrêtant toute importation de soja en provenance du Brésil ou en remplaçant le soja par d'autres produits.

Le soutien des banques britanniques aux entreprises pratiquant la déforestation a dépassé 900 M£ en 2020

D'après une étude de l'ONG [Global Witness](#), qui a analysé les données de 300 entreprises impliquées dans la déforestation à l'étranger pour le soja, l'huile de palme et d'autres produits de base, plus de 900 M£ de financement provenaient d'institutions financières basées au RU. Or, le projet de loi sur l'environnement, dont l'examen a repris le 26 mai, ne prévoit pas pour l'instant de soumettre les banques à des restrictions quant à l'octroi de ce type de financement, le projet de loi ne couvrant que les chaînes d'approvisionnement et donc les entreprises telles que les producteurs d'aliments et de cosmétiques - une lacune importante d'après *Global Witness*, le Royaume-Uni étant l'une des principales sources de financement des entreprises liées à la déforestation. Le député conservateur Neil Parish, qui préside le comité parlementaire pour l'environnement, l'alimentation et les affaires rurales, a déposé un amendement visant à combler cette lacune afin d'exiger aussi des banques des obligations de diligence raisonnable lorsqu'elles accordent des financements à des entreprises qui traitent des « matières premières à risque forestier ». Toutefois, d'après [The Guardian](#), il est peu probable que le Gouvernement soutienne cet amendement.

Le Labour accuse le Gouvernement d'être en retard dans sa politique de reforestation

A l'occasion de la discussion du projet de loi sur l'Environnement (*Environment Bill*), l'opposition travailliste a affirmé qu'au rythme de la plantation d'arbres actuel, le [Gouvernement risquait de n'atteindre sa cible prévue en 2050 qu'en 2091](#). Le *Climate Change Committee* a recommandé que 17 % du territoire national soit recouvert de forêts, et le *Defra* a annoncé qu'il faudrait au moins doubler les taux actuels de plantation pour y parvenir d'ici à 2050. 13 660 ha de nouvelles forêts ont été plantés entre 2019 et 2020, l'objectif étant d'en planter 30 000 ha par an d'ici à 2024. Le projet de loi sur l'Environnement, reporté à plusieurs reprises par le Gouvernement depuis 2018, propose des mesures notamment pour restreindre l'exportation des déchets plastiques, établir des objectifs en matière de biodiversité et restaurer les tourbières. Luke Pollard, le ministre fantôme en charge de l'Environnement, estime que ces mesures ne permettront pas de répondre à la crise climatique et a indiqué que son parti souhaitait amender le projet de loi en le complétant avec une nouvelle stratégie de plantation d'arbres (*Tree Planting Strategy*).

Industrie

Le Royaume-Uni serait en retard en matière de décarbonation du secteur de l'acier

Selon un rapport de l'[Energy and Climate Intelligence Unit](#) (ECIU), le Royaume-Uni serait en retard en matière de décarbonation du secteur de l'acier par rapport au reste de l'Europe. La production d'acier à base d'hydrogène, considérée comme la meilleure alternative à la production à base de charbon, se développe dans plusieurs pays européens, où 23 projets sont en cours, mais aucun projet n'a démarré dans ce domaine au Royaume-Uni. Le Gouvernement a lancé un fonds pour l'acier propre de 250 M£ en 2019, mais les fonds correspondant ne seront pas disponibles avant 2023, tandis que la publication de la stratégie pour l'hydrogène a été retardée. Le rapport indique que les niveaux d'ambition actuels du pays ne sont pas suffisants pour que l'industrie rattrape son retard en matière de production d'acier décarboné, alors que le pays dispose de ressources importantes pour produire de l'hydrogène propre, notamment à partir d'énergies renouvelables comme l'éolien offshore. Le Gouvernement a déclaré qu'il continuait de travailler en étroite collaboration avec le secteur sidérurgique pour soutenir sa transition bas carbone et que la récente [stratégie de décarbonation industrielle](#) indiquait comment il souhaitait y parvenir.

Nissan serait en pourparlers avec le Gouvernement pour construire une gigafactory à Sunderland

[Nissan](#) serait en pourparlers avancés avec le Gouvernement pour construire une *gigafactory* (usine de production de batteries pour véhicules électriques) à Sunderland, dans le Nord-Est de l'Angleterre. Le constructeur espère obtenir du Gouvernement un soutien de plusieurs dizaines de millions de livres sterling pour financer ce projet, qui pourrait être annoncé à l'été. Si le projet voit le jour, l'installation serait gérée par *Envision AESC*, la société chinoise qui fournit les batteries du constructeur, et l'usine pourrait ouvrir d'ici fin 2024. Elle produirait dans une première phase une capacité de batteries de 6 GWh par an, soit bien plus que l'usine actuelle, dont la capacité est de 1,9 GWh. En outre, une visite au Royaume-Uni du directeur général de *Tesla*, Elon Musk, a intensifié la semaine passée les rumeurs selon lesquelles le constructeur américain envisagerait la construction d'une [gigafactory dans le Somerset](#), sans que ces spéculations n'aient cependant été confirmées.

Transport

Les Britanniques partagés concernant l'achat d'un véhicule électrique

Selon les résultats d'une grande [enquête](#) sur les consommateurs d'énergie publiée le 21 mai par *Ofgem*, le régulateur des marchés du gaz et de l'électricité au RU, près d'un quart des ménages britanniques

ont prévu d'acheter un véhicule électrique ou hybride rechargeable au cours des cinq prochaines années. A l'inverse, 38 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient peu enclines à passer à l'électrique : 59 % d'entre elles invoquent le prix élevé, 38 % s'inquiètent de la faible autonomie de la batterie, et 36 % craignent de ne pas pouvoir recharger leur véhicule à proximité de leur domicile. Quelques jours seulement après la sortie d'un [rapport](#) sur le manque de préparation du Gouvernement pour interdire la vente de véhicules thermiques neufs à horizon 2030 et de véhicules hybrides à horizon 2035, cette enquête indique que les Britanniques ne sont pas encore prêts pour une transition très rapide vers les véhicules électriques. Par ailleurs, cette enquête montre qu'une part importante des consommateurs (40 %) n'identifie toujours pas le chauffage domestique comme une des causes à l'origine du réchauffement climatique : seulement 1 consommateur sur 7 envisagerait d'installer un chauffage à faible émission de carbone dans les prochaines années.

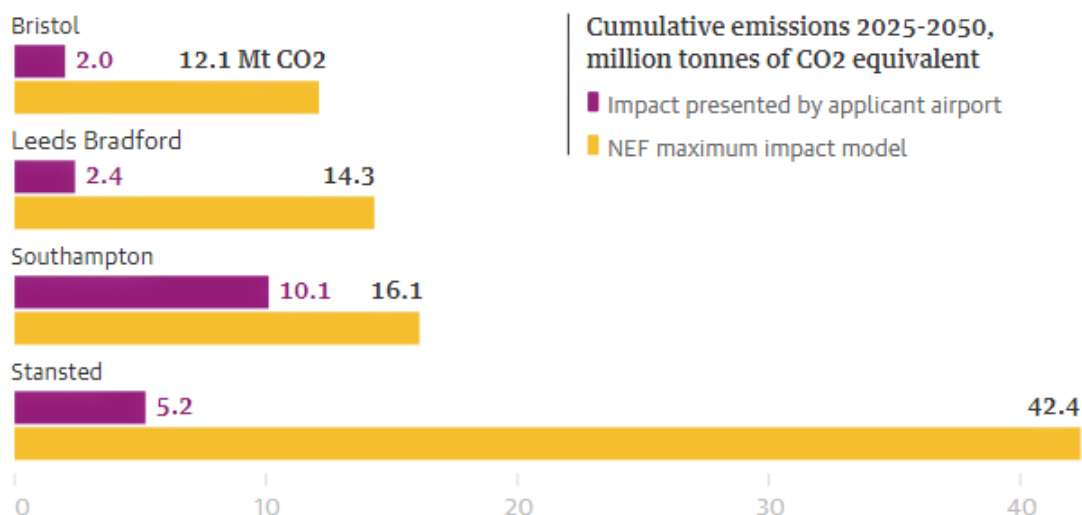
Ofgem annonce un financement de 300 M£ pour moderniser le réseau électrique et développer de nouvelles bornes de recharge ultra-rapides

[Ofgem](#) a annoncé ce lundi un programme de financement de 300 M£ sur deux ans pour moderniser le réseau électrique et développer le câblage nécessaire à l'installation de 1800 nouveaux points de charge ultra-rapides pour véhicules électriques, triplant ainsi le réseau actuel. Le coût de mise à niveau de l'infrastructure électrique locale a été l'un des principaux obstacles au déploiement des bornes de charge rapides, qui nécessitent souvent l'installation de câbles électriques supplémentaires, en particulier sur les autoroutes, situées dans des zones éloignées et mal connectées au réseau. Le financement, qui sera réparti entre plus de 200 projets approuvés par l'*Ofgem*, dont 39 aires d'autoroute, permettra également de soutenir l'installation de 1750 bornes de recharge supplémentaires dans les villes.

L'impact sur le climat des projets d'expansion de plusieurs aéroports régionaux aurait été sous-estimé

Selon une étude de la [New Economics Foundation](#) (NEF), les projets d'expansion des aéroports de Bristol, Leeds Bradford, Southampton et Stansted risquent d'entraîner une augmentation des émissions jusqu'à huit fois supérieure aux prévisions. Selon le rapport, ces quatre aéroports se sont appuyés sur des technologies non éprouvées pour réaliser des économies rapides en matière de consommation de carburant au cours des prochaines décennies ; ainsi, trois d'entre eux n'ont pris en compte que l'impact climatique des vols au départ, et non à l'arrivée au Royaume-Uni, n'ont pas tenu compte de l'impact des émissions autres que le CO2, et n'ont pas attribué de valeur monétaire aux impacts climatiques de leur expansion, surestimant ainsi les avantages économiques des projets. Une [pétition lancée par des adolescents du West Yorkshire](#) et une [lettre d'un groupe militant](#) ont récemment été remises au Gouvernement pour s'opposer à ces projets d'expansion. L'auteur du rapport a pour sa part déclaré que « *La ministre de l'Intérieur devrait intervenir et mener un examen indépendant de ces quatre propositions et de leur compatibilité avec les objectifs climatiques du Royaume-Uni* ».

Climate impact estimates made by the airports themselves are overly optimistic and largely ignore factors such as inbound flights



Guardian graphic. Source: New Economics Foundation remodelling of airport appraisal documentation

Le Gouvernement propose de nouvelles réglementations pour permettre le lancement de satellites et de fusées depuis le sol britannique

Le [Gouvernement](#) a présenté au Parlement ce lundi 24 mai de nouvelles réglementations qui permettront de lancer pour la première fois des satellites et des fusées depuis le sol britannique, avec le développement de spatioports en Cornouailles, au Pays de Galles et en Écosse, qui devraient être opérationnels dès l'été 2022. La législation, élaborée en collaboration avec l'Agence spatiale britannique et l'Autorité de l'aviation civile, entrera en vigueur cet été. Elle permettra de développer de nouvelles opportunités commerciales telles que le tourisme spatial à partir de ces nouveaux ports spatiaux et doit permettre, selon le Gouvernement, la création de centaines d'emplois à travers la Grande-Bretagne.

Le Gouvernement prévoit la mise en place d'un système de contrôle aux frontières entièrement numérisé d'ici à la fin 2025

La ministre de l'intérieur, Priti Patel, a annoncé dans un communiqué du 23 mai que le Gouvernement prévoyait de renforcer les contrôles aux frontières du Royaume-Uni, avec la mise en place d'[un système entièrement numérisé « d'ici à la fin de 2025 »](#), devant également permettre de réduire la durée des contrôles aux frontières dans les aéroports. Le Gouvernement souhaite mettre la sécurité au cœur de sa stratégie d'immigration et ce nouveau système permettra d'effectuer des contrôles de sécurité automatisés, à partir de données de reconnaissance faciale et à la technologie biométrique, dans le but d'« empêcher de grands criminels étrangers de pénétrer au Royaume-Uni », a avancé la ministre. Les personnes venant au Royaume-Uni sans visa ni statut d'immigration devront ainsi demander une

autorisation électronique de voyage (ETA), sur le modèle de ce qui existe pour entrer aux Etats-Unis. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme de la politique d'immigration, désormais fondée sur un système « à points » exigeant un niveau de rémunération minimal et tenant compte des compétences, de la connaissance de l'anglais ou encore des ressources financières des demandeurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Hovel, Inès Urman, revu
par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr